

## **FICHE TECHNIQUE DES PROJETS EN COURS AU GARR en 2012**

### **1. Nom du Projet**

Documents d'Etat Civil pour les Migrants haïtiens en République Dominicaine

### **2. Localisation**

La zone métropolitaine de Port-au-Prince où se trouvent les principales institutions centralisées responsables du dossier de l'Etat civil. Dans certains cas, des démarches seront réalisées dans d'autres communes du pays.

### **3. Justification**

Dans le cadre de son travail de promotion et de défense des droits des migrants, particulièrement des haïtiens/nes vivant en République Dominicaine, la documentation a été identifiée comme l'un des problèmes majeurs à résoudre dans une perspective d'amélioration des conditions de vie de cette population. Dans les actions de plaidoyer qu'il a mené auprès des autorités haïtiennes et des instances internationales en ce qui concerne le respect des droits de ces migrants, le GARR a toujours mis l'accent sur ce sujet. L'identification des haïtiens dans ce pays est le premier pas vers un processus de régularisation de leur situation. En 2003, un programme d'octroi d'actes de naissance et de passeport avait été initié à l'Ambassade d'Haïti en RD. Faute de budget adéquat et en raison des difficultés politiques, ce programme ne s'est pas poursuivi. En attendant que l'Etat haïtien soit en mesure de reprendre ce programme qui a été interrompu et que la régularisation des immigrants haïtiens dans ce pays devienne réalité, des organisations de la société civile des deux pays appuyées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) recherchent des solutions afin de permettre à des groupes d'accéder à ces documents. D'où ce projet formulé par le GARR, dont une partie sera développée en République Dominicaine avec la collaboration de MUDHA (Movimiento de Mujeres Dominicano-Haitianas).

### **4. Objectifs du projet**

Contribuer aux efforts pour le respect des droits des immigrants haïtiens en République Dominicaine et la réduction des risques d'apatridie de leurs descendants. Plus spécifiquement, le projet vise à :

- Aider 900 immigrants haïtiens vivant en République Dominicaine à obtenir ou recouvrer leurs actes de naissance.
- Renforcer le partenariat entre les organisations de la société civile des deux pays et les institutions spécialisées dans la recherche de solutions durables au problème de documentation et d'apatridie qui affectent les immigrants haïtiens et leurs descendants en République Dominicaine.

### **5. Résultats visés**

- 900 migrants/tes n'ayant jamais été enregistrés ou ayant perdu leur acte de naissance ont désormais ce document et un extrait des archives légalisé au Ministère de la Justice et des Affaires Etrangères;
- La participation et la collaboration des institutions publiques haïtiennes dans la recherche de solutions au problème de la documentation des immigrants haïtiens vivant en République Dominicaine a augmenté.

- Le GARR, MUDHA et UNHCR(ACNUR) maîtrisent mieux les démarches à faire pour aider à solutionner le problème de documentation des haïtiens vivant en RD.

## **6. Groupes Cibles**

- 900 immigrants/tes en RD. Il s'agit de personnes (adultes ou mineurs), la plupart des femmes, qui ont émigré en République Dominicaine et qui ont besoin de leurs documents d'identité haïtienne pour différentes raisons: régularisation de leur situation migratoire, démarches légales pour le respect de leur droit au travail, accès à des services de base etc.
- Des employés des institutions publiques responsables du dossier d'Etat Civil qui seront sensibilisés sur la problématique de la documentation des haïtiens vivant en République Dominicaine.
- Des employés du GARR et de Mudha.

## **7. Description succincte des principales activités**

- Sensibilisation des acteurs clés des institutions en Haiti concernées par la préparation des actes de naissance et valorisation de leur contribution dans la recherche de solution au problème de documentation des migrants haïtiens en République Dominicaine à travers des rencontres, des conférences débats, des échanges de documents.
- Démarches dans les différentes institutions pour rechercher les documents, produire des requêtes de jugement, de légalisation etc.
- Rencontre d'échange avec MUDHA et UNHCR (RD) sur le processus
- Echanges avec d'autres institutions, production et publication de documents sur la problématique et sur l'expérience.

## **8. Durée du projet**

12 mois (janvier à décembre 2012)

## **9. Budget**

US \$196,550

## **10. Sources de Financement**

Bureau du Haut Commissariat pour les Réfugiés en République Dominicaine (ACNUR)